

Laurent Berger

Permis de construire. Nous vivrons ce que nous changerons

Tallandier, 2015, 201 pages, 16,90 euros

Le secrétaire général de la CFDT livre ici un témoignage. Ses convictions, son chemin qui l'amène à endosser sa responsabilité ainsi que les premiers temps de son mandat. En homme libre et ouvert aux enjeux de notre société, façonné par des engagements loin de la vie parisienne, sans plan de carrière pour assumer le pouvoir qu'il considère comme un objet collectif. Le moment social-démocrate des années 2012-2013 reste un épisode unique. Accord du 11 janvier 2013 légitimant les ajustements des entreprises à la crise, lancement d'une profonde réforme de la formation professionnelle, amorce d'une modernisation du dialogue social...

Laurent témoigne, vingt ans après le conflit social de 1995, d'une certaine filiation avec Nicole Notat : « *elle fut agressée violemment à cause de ses idées, j'ai compris que ma place était à la CFDT ; j'étais en accord avec cette forme d'engagement qui cherche des résultats concrets* ». Ce sont ces mêmes convictions qui le font intervenir fin 2003 pour défendre François Chérèque sur les retraites tout en réclamant une meilleure circulation de l'information entre Paris et le reste

de l'organisation. « *Je suis attaché à la CFDT parce qu'elle regarde la réalité en face. Nous ne croyons pas au Grand Soir, ni à des réformes clés en main. Nous savons que les citoyens, dès lors qu'ils s'engagent et s'organisent, sont en avance sur les dirigeants* ». Cette approche, Laurent la légitime par la rencontre avec des militants en entreprise, dont « *un syndicat peut s'emparer intelligemment de la question du management* ». Le dialogue social doit se compléter par le dialogue économique. L'activité doit être abordée par la filière (l'entreprise « étendue »). Le numérique nous appelle à une véritable transition. La qualité de la production sera un des principaux leviers du développement durable.

Il est permis de construire. Laurent fait confiance aux jeunes et se veut optimiste. Il n'est pas permis de détruire, dans une société ou patine l'intégration européenne, où la violence politique verbale inonde l'espace public, où les populismes s'autolégitiment. Une société de défiance a besoin de leaders publics qui renversent la table.

Laurent Tertrais